

servira à fournir des services aux habitants de ces localités et à réduire leurs impôts. Est-ce mal? L'opposition officielle a déclaré à plusieurs reprises sa désapprobation des banques de terrains du fait d'un certain élément de mercantilisme de la part du gouvernement.

La pénurie actuelle de terrains viabilisés et la demande accrue de logements fournissent sans aucun doute une grande occasion pour les spéculateurs d'y cueillir une manne inattendue de profits sans avoir à déplacer le moindre briquet, à creuser le moindre trou ni poser le moindre tuyau dans le sol. Nous devons revoir toute la question de l'attitude à adopter devant ces profits illimités. Une vague de spéculation frappe actuellement la région de Toronto en particulier, ainsi que celle de Vancouver, dans une certaine mesure. Elle fait grimper les prix à un point tel que même les gens à revenus moyens ne peuvent se permettre d'acheter une maison. Seuls ceux qui en possèdent déjà une peuvent l'échanger contre une autre. Je suis convaincu qu'il s'agit là d'une situation qui réclame l'attention du ministre des Finances (M. Turner) afin de déterminer s'il est possible d'appliquer nos instruments fiscaux de manière à arrêter cette vague de spéculation qui menace le bien-être des citoyens désireux de faire l'acquisition d'une maison, particulièrement en Ontario et en Colombie-Britannique.

Avant d'en venir à l'objet de la motion, le programme de projets témoins, je voudrais parler un instant du genre de solutions qui ont été proposées par l'opposition officielle au cours de ce débat et de celui d'hier. On en a proposé plusieurs qui sont revenues dans les divers discours. La favorite, c'est au sujet de la taxe de vente de 11 p. 100. L'opposition veut la supprimer. Évidemment cela avantagerait certains propriétaires de maisons, mais sans aucun doute bien plus de très grandes entreprises comme celles qui construisent les supermarchés et les stations-service et qui n'ont aucun besoin de cette exemption.

Une autre solution que favorisent certains députés de l'opposition, c'est de permettre aux propriétaires de maisons de déduire de leur impôt sur le revenu les taux d'intérêt hypothécaire. Évidemment, ce serait merveilleux pour tous ceux qui possèdent une maison. Toutefois, il se trouve que les gens qui possèdent une maison réalisent de plus gros gains de capitaux que n'importe qui d'autre au pays. Les gens qui ont acheté des maisons sont parmi les gens les plus fortunés du pays. Leurs maisons valent beaucoup plus qu'ils ne les ont payées. Toutefois, le parti conservateur semble favoriser une politique par laquelle les contribuables du Canada subventionneraient ce groupe de gens très favorisés qui réalisent déjà un bénéfice énorme.

Il suggère également de diminuer le taux d'intérêt sur tous les prêts de la Société centrale d'hypothèques et de logement. La politique que le ministre a appliquée depuis des mois, c'est-à-dire depuis l'adoption de la loi l'été dernier, permet aux personnes qui gagnent moins de \$11,000 d'obtenir une subvention à l'égard de l'intérêt. Nous contribuons ainsi à réduire les taux d'intérêt.

L'argument que j'ai utilisé contre la suggestion de déduire les paiements d'intérêt hypothécaires de l'impôt sur le revenu s'applique également à la diminution du taux d'intérêt. Comme l'ancien député de Fort William-Port Arthur l'a écrit il y a quelques semaines, l'idée de rabaisser les taux d'intérêt aux dépens des contribuables canadiens pour favoriser les acheteurs de maisons ne peut être retenue, car en achetant ces maisons, ces gens font une très bonne affaire. Ils obtiennent une garantie contre l'inflation. Inévitablement ils finiront par réaliser un très

Affaires urbaines

gros gain de capital. Comment pourrait-on, en toute conscience, justifier le fait que les contribuables du Canada subventionnent le paiement de taux d'intérêt au profit d'une personne qui réalisera un gain en capital appréciable sur un placement? On ne saurait le faire.

Dans une intervention plutôt originale, cet après-midi, le député de Saint-Hyacinthe a imputé au gouvernement tous les problèmes du logement. Du même coup, il lui refuse toute compétence dans le domaine des affaires urbaines. Ces positions successives forment, semble-t-il, la politique de logement de l'Opposition officielle. Ce sont, de fait, les seules suggestions concrètes que nous ayons entendues au cours des deux derniers jours du débat. Qu'on me reprenne si j'ai tort, mais je ne me rappelle pas que l'Opposition ait présenté d'autres propositions précises. Elle a parlé des taux d'intérêts, de la taxe de vente de 11 p. 100 et de la déduction de l'impôt sur le revenu des paiements d'intérêts sur hypothèque. Toutefois, elle n'a pas fait d'autres déclarations, sauf pour déprécier ce programme de rénovation urbaine qui lui semble inacceptable.

● (1740)

Le programme de projets témoins urbains peut être rattaché aux nouveaux programmes fédéraux actuels, ainsi qu'aux programmes provinciaux et municipaux. Il permet au gouvernement fédéral de faire preuve d'initiative, sans les contraintes usuelles, et nous consulterons, bien sûr, les provinces où certaines étapes du programme seront réalisées. Mais nous serons en mesure d'accomplir ces choses rapidement.

J'ai pensé hier que la réaction de l'Opposition officielle provenait simplement de ce qu'elle avait négligé d'étudier le programme annoncé par le ministre. Mais lorsqu'elle a fait volte-face hier soir et proposé une motion de défiance en se fondant sur ce programme, tout le poids du parti pesait dans son opposition. Il ne s'agissait pas seulement du député de Calgary-Nord qui parlait sans avoir suffisamment étudié la proposition; c'était l'Opposition officielle qui présentait un front commun contre un programme progressiste qui encouragera les idées nouvelles et apportera de nouvelles solutions aux problèmes qui nous touchent tous, pour le plus grand bien des Canadiens et du monde entier.

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur l'Orateur, d'habitude, dans un débat de ce genre, un nouvel orateur commente le discours de celui qui l'a précédé. Je trouve difficile de passer en revue les remarques du député de Laprairie (M. Watson). Lorsqu'il nous dit que les jeunes Canadiens sont favorisés parce qu'ils peuvent acheter des maisons et que les maisons sont une telle aubaine, sa logique m'échappe. Je crois que tout produit dont le prix unitaire a doublé depuis quelques années ne constitue guère une aubaine, à moins que le député n'essaie de nous faire croire que l'inflation est une bonne chose et devrait être un but à atteindre, ce qui serait contraire à l'opinion de la plupart des gens qui essaient de s'en tirer avec des revenus modestes ou même moyens. Cela me révolte d'entendre quelqu'un qui est censé représenter le parti libéral avancer une thèse pareille.

J'ai écouté avec un certain plaisir le ministre qui vantait cet après-midi les mérites de ce programme de 100 millions. Il a dit que l'une des grandes choses qu'il réaliserait serait de se livrer à une expérience dans la destruction des déchets humains dans le grand Toronto. J'espère qu'il n'y